

LE PRADET (Var)**22-ARR-PM-PERM-085****ARRÊTÉ****Règlementation du stationnement sur la digue du port des Oursinières**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet (Var), Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3 ;

VU le Code de la route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 417-3 et suivants, R 417-10 et suivants ; Art 27-5-1

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2 ;

VU la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

VU la demande effectuée par le cabinet du Maire

Considérant le peu de places de stationnement matérialisées aux Oursinières

Considérant que pour la mise en valeur paysage et du site, il convient de règlementer le stationnement des remorques et d'interdire les camping-cars sur la digue du port

ARRÊTONS

Article 1 : L'arrêté N° 16-ARR-PM-PERM-133 en date du 18 aout 2016 relatif à l'interdiction de stationner pour les camping-cars sur la digue des Oursinières est abrogé et remplacé par ce dernier

Article 2 : Le stationnement des campings cars, caravanes ou fourgon « aménagés » est interdit au bout de la digue du port des Oursinières

Article 3 : Le stationnement des véhicules avec remorques attelés sur les places de stationnement matérialisées est interdit sur l'avenue du port et sur sa digue

Article 4 : La durée du stationnement des remorques sur les aires prévues à cet effet est limitée à vingt-quatre heures (24H)

Article 5 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 du Code de la Route sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 8 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 9 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

Article 10 : Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<p>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</p> <p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>